

pour couronner le tout Tripoli aurait également décidé de fournir des renseignements sur des centaines de membres d'Al-Qaïda et sur des militants islamistes, rapporte le 21 décembre le journal britannique *The Observer*. Une démarche de Mouammar Kadhafi qui fait partie d'un accord destiné à lever les sanctions américaines frappant son pays, indique le journal.

Washington a "accueilli favorablement notre offre de négociations sur les ADM", a déclaré le Président américain George W. Bush le 19 décembre. En tenant ses engagements, "la Libye peut retrouver une place solide et respectée parmi les nations et avec le temps parvenir à de bien meilleures relations avec les Etats-Unis", a-t-il poursuivi, confirmant que le dirigeant libyen Mouammar Kadhafi avait accepté,

après 9 mois de diplomatie secrète avec Américains et Britanniques, de renoncer à ses programmes d'ADM. Tripoli et Washington n'entretiennent plus de relations diplomatiques avec Tripoli depuis 1981, mais le président Bush a estimé qu'"avec cette annonce, la Libye a entamé le processus pour rejoindre la communauté des nations".

L'enthousiasme a été partagé par les ministres des Affaires étrangères français, israélien, canadien et britannique. Le colonel Kadhafi, qui a pris l'initiative de contacter Londres et Washington en mars dernier, "doit être applaudi sans réserve pour ce qu'il a fait", a même affirmé le chef de la diplomatie Jack Straw. Londres et Washington ont également reçu des satisfecit, notamment venant de France et d'Allemagne. "A

mon avis, [la Corée du Nord, l'Iran et la Syrie] devraient prendre l'exemple de la Libye, afin d'empêcher que leurs populations ne soient frappées par une tragédie", a déclaré le colonel Kadhafi. Selon lui, cette ouverture forcerait Israël à "dévoiler ses programmes et ses armes de destruction massive". Un point de vue partagé récemment par l'Egypte, l'Algérie, le Qatar, Bahreïn et l'Iran.

Prochain défi pour la Jamahiriya : convaincre les compagnies pétrolières américaines de revenir sur les périmètres abandonnés en 1986. "Si le gouvernement libyen prend ces mesures essentielles et démontre son sérieux, sa bonne foi sera payée de retour", a déclaré pour sa part le Président Bush.

Nathalie Gillet (avec AFP)

RD Congo

Importante aide de la communauté internationale

Les réformes en cours en RDC, prises pour relever un pays exsangue, semblent aller dans le bon sens. Elles bénéficient d'un satisfecit de la Banque mondiale et de la communauté internationale, qui leur ont accordé \$ 3,9 milliards d'aide supplémentaire. Mais le secteur privé, sollicité à son tour pour investir, n'affiche qu'un engouement relatif, souvent échaudé par de précédentes expériences malheureuses dans le pays.

Des représentants de plus de 200 entreprises françaises se sont rendus, le 19 décembre, à la représentation de la Banque mondiale à Paris pour rencontrer le vice-président Jean-Pierre Bemba et plusieurs ministres à l'occasion d'un forum sur l'investissement en République démocratique du Congo (RDC). Le nombre de participants a favorablement surpris les organisateurs, signe que la RDC "intéresse".

Un montant élevé d'aides internationales

La Banque a annoncé le 18 décembre que les pays donateurs avaient promis de fournir \$ 3,9 milliards d'aide supplémentaire à la RDC pour la période 2004-2006. Cette enveloppe vient s'ajouter aux dons précédemment promis par la communauté internationale, s'élevant à \$ 1,08 milliard pour 2004 et \$ 1,2 milliard pour 2005. Selon le directeur régional de la Banque, les contributions resteront à ce même niveau à l'avenir si la RDC continue à progresser sur les plans politique et économique.

Un tel niveau de dons révèle une volonté de la part de la banque mondiale et des principaux donateurs publics d'aider à la reconstruction de l'économie du pays et à sa stabilisation politique. La banque accorde sa confiance à l'actuel gouvernement d'unité nationale, qui fonctionne, selon elle, avec un "remarquable degré de cohésion, et reflète le sentiment élevé d'intérêt national des membres du gouvernement". Le vice-président, Jean-Pierre Bemba, ancien rebelle, ainsi que son équipe gouvernementale, ont renvoyé, au cours de la rencontre une image de gouvernants soucieux du bien du pays. M. Bemba a fait état d'une "excellente collaboration" avec Joseph Kabila et a condamné formellement les exactions commises par ses anciens partisans.

Déjà, des progrès ont été enregistrés en 2003. Dans ce pays de 57 millions d'habitants selon les dernières estimations, l'économie s'est stabilisée. Le taux de croissance s'est élevé à 5%, mais n'excède que de 2 points le taux d'accroissement naturel de la

population (3%). La hausse de prix a été réduite (le taux d'inflation devrait avoisiner les 6%), ce qui a permis aux taux directeurs de la Banque centrale de passer de 25% à 8% en novembre.

Mais l'économie du pays est exsangue. Selon Jean-Pierre Bemba, il faudrait 60 ans de croissance moyenne du PIB de 5% pour que le PIB par habitant, aujourd'hui évalué à \$ 107 par an, rattrape le niveau de 1960. En outre, le pays est sous le poids d'une dette extérieure de \$ 14 milliards (pour un budget de l'Etat de quelques \$ 800 millions), mais, selon le vice-président, 90% de ce fardeau devrait disparaître grâce à l'initiative PPTE.

Par ailleurs, le pays est encore morcelé, et la réunification des forces armées n'est effective que depuis août dernier, tout comme le processus de démobilisation et de réinsertion d'anciens soldats.

Vaste programme de modernisation

Un arsenal de mesures a été pris par le gouvernement pour aider au relèvement de la RDC. Tout d'abord, la reconstruction des infrastructures du pays. Un vaste programme a été mis en place pour reconstruire les routes, rénover les ports, et améliorer l'approvisionnement en eau et en électricité de la population. Une première série de travaux de rénovation

de ces infrastructures sera prochainement engagée dans la partie ouest-sud du pays, pour un coût total de \$ 1,7 milliard. Il est prévu que l'aide internationale en finance environ le quart et le gouvernement un huitième. Pour le restant, d'autres institutions seront mises à contribution, ainsi que des partenaires privés. Plusieurs projets sont ainsi à l'étude : la mise en place de péages fluviaux et routiers, la mise en concession de ports, de centrales électriques, la privatisation des chantiers navals, des partenariats dans le transport ferroviaire. Des mesures similaires sont envisagées dans les écoles et les hôpitaux. Des entreprises minières pourraient également être privatisées. Jean-Pierre Bemba a justifié cette politique en déclarant que beaucoup d'entreprises publiques étaient mal gérées.

Pour encourager les opérateurs privés à s'installer en RDC, le vice-président a fait état de l'important marché que le pays constitue, ainsi que de sa richesse en ressources naturelles. Sur ce point, il a évoqué de nombreuses règles de simplification administratives mises en place au bénéfice des entreprises, la création d'un code des investissements et d'un guichet unique, ainsi que l'introduction d'une taxe sur la valeur ajoutée (TVA) d'ici 2005 pour élargir l'assiette fiscale et *"ne pas faire peser tout le poids de la fiscalité sur les entreprises du secteur formel"*. Une mesure phare a été la création au ministère de l'Intérieur d'un *"Bureau anti-tracasseries administratives"*, pour que cesse le véritable racket fiscal auxquelles sont soumises de nombreuses firmes. De même, de nombreuses lois anti corruption sont en cours d'élaboration.

Mais les partenaires privés semblent frileux

L'investissement privé, vital dans le projet de développement du pays, s'annonce incertain. Il est vrai que depuis décembre 2002, le niveau de promesses d'IDE s'est élevé à plus de \$1,7 milliard. Mais l'attitude des entreprises françaises présentes au forum était surtout à l'attente et à la veille. Souvent échaudées par des précédentes expériences malheureuses, celles-ci se souviennent en effet d'un racket fiscal éhonté de la part de fonctionnaires plus ou moins corrompus et d'immenses problèmes de sécurité. Certaines d'entre elles n'accordent d'ailleurs que peu de crédit aux promesses du gouvernement de ne plus les soumettre à d'incessantes taxes. Non pas par méfiance envers le régime en place, mais parce qu'ils estiment que les ministres n'exercent qu'un faible contrôle sur l'administration, elle-même très peu voire pas du tout rémunérée. Même l'efficacité du bureau des réclamations leur semble douteuse. Les habitudes de corruption prises par les fonctionnaires du temps de la guerre civile seront sans doute longues à effacer. D'autant plus que, dans les régions reculées et enclavées, le contrôle gouvernemental n'a pas les moyens de s'exercer. Des entrepreneurs en prennent pour exemple le pillage des ressources minières, notamment le cobalt du Katanga, transporté en fraude vers la Zambie pour une valeur de plusieurs centaines de millions de dollars. La construction de routes contribuera peut-être partiellement à résoudre le problème de contrôle. Mais il ne règle pas tout, loin de là. La vaste superficie du pays reste un handicap très lourd pour la centralisation.

Un autre participant estimait que les entreprises faisaient peu confiance à la capacité de l'Etat à honorer ses engagements financiers. Il faisait remarquer l'absence au forum des principales firmes de travaux publics, bien que les projets gouvernementaux dans ce domaine soient pléthoriques. Elles sont également peu nombreuses, pour l'instant, à répondre aux appels d'offres.

Cependant, de nombreux entrepreneurs faisaient remarquer la possibilité de réalisation de profits importants, notamment dans le secteur minier, laissé à l'abandon pendant la guerre civile, mais d'aucuns laissaient sous-entendre que l'enjeu n'en valait peut-être pas la chandelle, en raison des risques encourus. En outre, une grande partie de la main-d'œuvre locale qualifiée et compétente a fui le pays, et le tissu industriel local est très affaibli. Des Congolais expatriés, il est vrai, commencent à revenir, mais souvent au compte-goutte.

Quant à la corruption, elle restera un mal endémique tant que majeure partie de la population restera sous le coup d'une extrême pauvreté et devra user d'expédients pour survivre, et tant que les fonctionnaires seront mal rémunérés.

En définitive, le problème essentiel des entrepreneurs privés est un manque de confiance qui s'explique par le lourd passé de la RDC. Mais ils constituent la clé du développement ce pays. Le point positif est l'image plutôt favorable qu'ils ont de l'actuel gouvernement.

Savinien de Rivet

> AFRIQUE DE L'OUEST

L'UE soutient la force de paix ouest-africaine

L'Union européenne (UE) va financer à hauteur de 12,5 millions d'euros (FCFA 8,2 milliards) la force de paix de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cedeao) en Côte d'Ivoire. Cette contribution servira essentiellement à payer les indemnités versées aux soldats, qui représentent les deux tiers du coût total de l'opération. Des contributions bilatérales d'Etats membres ou tiers fourniront le restant des contributions nécessaires pour couvrir les coûts (le carburant des véhicules militaires par exemple) qui ne peuvent être pris en charge par l'UE.

> ALGERIE

Elections : un général candidat; le RND soutient M. Bouteflika

Le général à la retraite Rachid Benyellès a annoncé le 20 décembre qu'il était candidat à l'élection présidentielle du printemps 2004 en Algérie. *"J'ai décidé de me battre sur le terrain"*, se disant engagé à *"ne ménager aucun effort pour l'instauration d'un véritable Etat démocratique et sortir le pays du marasme socio-économique"*. Agé de 68 ans, le général Benyellès, proche de l'ancien président Chadli Bendjedid (1979-1992), a été secrétaire général du ministère de la Défense puis ministre des Transports (1984-1988) avant de s'éclipser de la scène politique après les émeutes d'octobre 1988 qui

signèrent le glas du système de parti unique incarné par le Front de libération nationale (FLN) depuis l'indépendance en 1962.

Jusqu'ici, seul M. Ali Benflis, secrétaire général du FLN, limogé en mai dernier de son poste de chef de gouvernement, constitue un sérieux adversaire pour le président Abdelaziz Bouteflika, qui n'a toujours pas annoncé s'il briguerait ou non un second mandat. M. Bouteflika a déjà reçu le 19 décembre le soutien de l'un des partis dominants, le Rassemblement national démocratique (RND), dirigé par l'actuel chef du gouvernement Ahmed Ouyahia.

Des chefs de petits partis se sont également déclarés candidats. L'ancien chef de gouvernement Mouloud Hamrouche (septembre 1989 - juin 1991) et l'ancien